

journaldesvoisins.com...  
le Mag!



Circonscription Maurice-Richard

**RENDEZ-VOUS  
LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE**

Sérieusement.

**FRÉDÉRIC LAPOINTE**



MAURICE-RICHARD





# Mot de l'éditeur

## EN ROUTE VERS LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE



Philippe  
RACHIELE

Qui ignore toujours, à ce jour, que des élections auront lieu au Québec le 1er octobre prochain? Certainement pas les lecteurs du journaldesvoisins.com! Sur le Web, nos chroniques « Élections 2018 » sont déjà en ligne depuis quelques jours. Par ailleurs, ce cahier se veut une source d'information précieuse pour nos lectrices et lecteurs.

On peut être cyniques relativement à la chose politique à cause, notamment, de la quantité de promesses qui sont faites en précampagne ou durant une campagne électorale, promesses qui parfois sont balayées du revers de la main par les politiciens élus une fois qu'ils ont pris le pouvoir, mais il est de notre devoir de citoyen d'aller voter le 1er octobre.

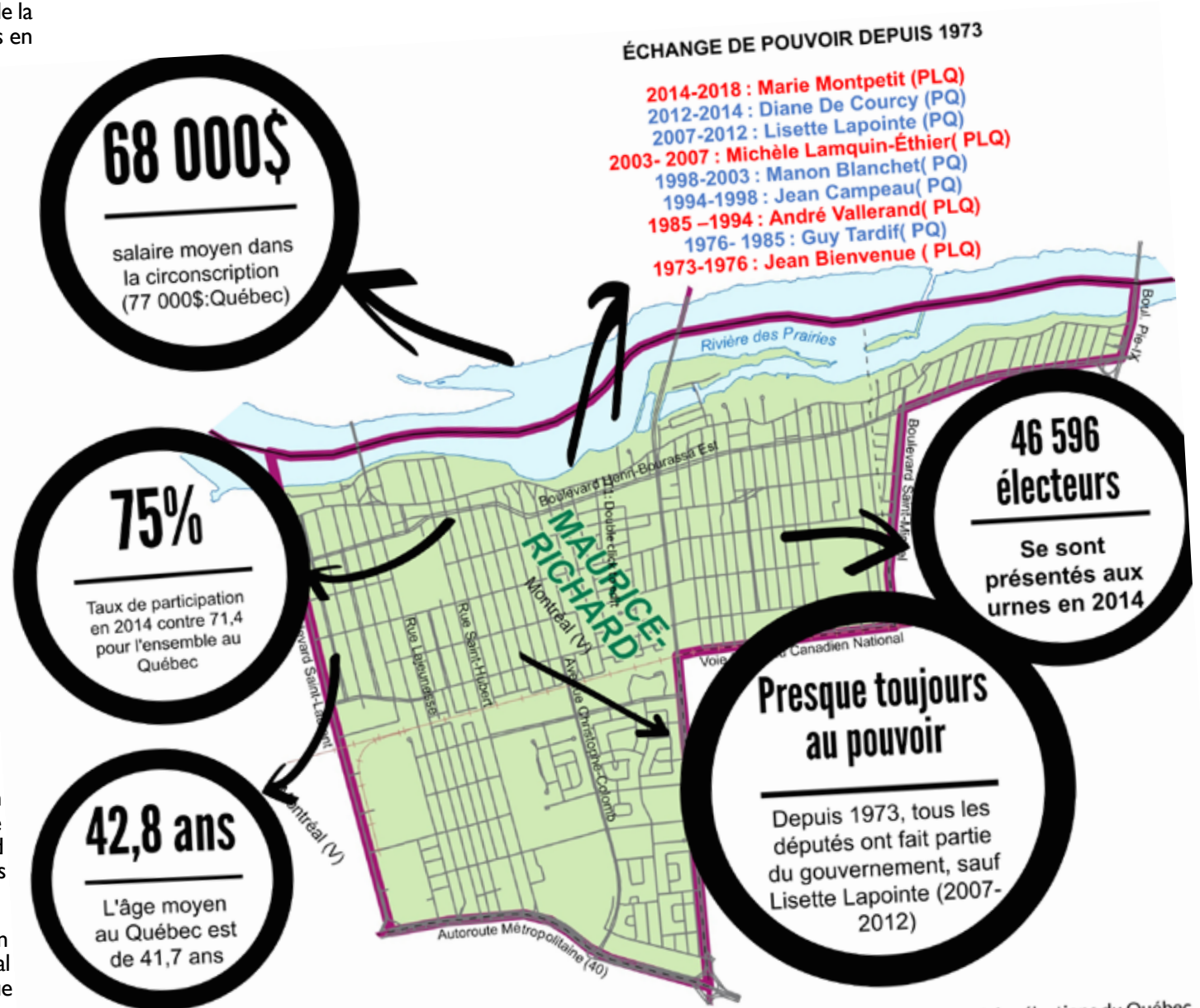
Se plaindre pendant le mandat des élus, alors que nous ne nous sommes pas prévalus de notre droit de vote à l'occasion des élections équivaut à se plaindre sans justification. Ne dit-on pas que « les absents ont toujours tort »?

Si tous les citoyens qui ont le droit de vote prennent le temps de se rendre aux urnes, le 1er octobre, ce serait également à propos qu'ils prennent aussi un peu de temps pour se renseigner sur les plateformes des divers partis en élections. Pas seulement ce qui se dit durant la campagne, mais également sur ce que les formations politiques ont prôné et prêché au cours des quatre dernières années, cela afin de se faire une idée plus juste de ce chaque parti met de l'avant.

C'est dans ce but que les journalistes de votre média ont, depuis un bon moment, demandé aux candidats de la circonscription Maurice-Richard de se présenter et de présenter leurs plateformes politiques.

Sous la direction de notre journaliste en résidence, Joran Collet, ce cahier spécial est destiné à vous renseigner pour que le jour du vote, vous alliez aux urnes en toute connaissance de cause.

Bonne lecture et bon vote! JDV ■



Recherche: Guillaume Cyr  
Montage: Joran Collet

Source: Québec125 et Site du directeur général des élections du Québec

# CONNAISSEZ-VOUS LA CIRCONSCRIPTION MAURICE-RICHARD?



Joran COLLET

Le 1er octobre prochain, 49 000 électeurs sont attendus aux urnes pour désigner la personne qui représentera la circonscription Maurice-Richard à l'Assemblée nationale. Mais connaissons-nous vraiment la réalité de cette circonscription baromètre?

En fait, la circonscription Maurice-Richard n'est pas vraiment nouvelle. Elle portait auparavant le nom de Crémazie, du nom du poète Octave Crémazie. Récemment, toutefois, le nom de la circonscription a été modifié pour rendre hommage au célèbre numéro 9 du Canadien de Montréal, Maurice Richard, qui a vécu sur le territoire jusqu'à son décès en 2000.

Le changement de nom de la circonscription représente toutefois la seule modification puisque sa géographie est restée quant à elle inchangée. Il faudra toutefois attendre le 1er octobre pour savoir si, outre le changement de nom, la circonscription subira un changement de députation, ou si l'actuelle titulaire restera en poste.

## Pluralité sociale

La circonscription Maurice-Richard est le lieu de résidence de 68 195 personnes dont la moyenne d'âge est de 42,8 ans. Dans le reste du Québec, cette moyenne est de 41,7 ans. Plus de 80 % de la population est âgée de plus de 18 ans.

Il s'agit d'une circonscription très largement francophone. Avec 78,9 % de la population qui parle français à la maison, cela dépasse de loin l'anglais (6,1 %) et l'espagnol (3,7 %). Viennent ensuite l'arabe (3 %) et l'italien (2 %).

Enfin, les revenus moyens sont très en dessous de la moyenne nationale avec 68 008 \$ de revenus par ménage. Cela place Maurice-Richard dans les dernières circonscriptions du Québec puisque la moyenne nationale des revenus par ménage se situe autour de 77 000 \$.

## Géographie

La circonscription Maurice-Richard s'étend sur deux arrondissements, soit une partie d'Ahuntsic-Cartierville, plus précisément, le district d'Ahuntsic et le district du Sault-au-Récollet et une partie de Montréal-Nord.

La circonscription Maurice-Richard prend naissance en 1972, lors de la disparition de la circonscription Ahuntsic créée en 1966 et la découpe de la circonscription Bourassa. Au cours de son existence, la circonscription a connu divers changements géographiques.

C'est principalement avec sa voisine, la circonscription de Bourassa, que Crémazie/Maurice-Richard échange des petits segments de territoire et plus précisément une partie du Saut-Au-Récollet et l'appendice de Montréal-Nord. Ces deux zones ont souvent changé de circonscription au cours des 46 dernières années.

Le territoire électoral prend sa forme actuelle dès 2001. Depuis, la géographie des lieux est demeurée inchangée. Son territoire s'étend de la rivière des prairies au Nord et du boulevard Saint-Laurent à l'ouest. Vers l'est, les frontières suivent les limites de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville à l'exception d'un petit tronçon de Montréal-Nord.

Les résidences situées entre la rue J.-J. Gagnier et le boulevard Saint-Michel ainsi que toutes les maisons situées entre la rivière des prairies et le boulevard Henri-Bourassa jusqu'au boulevard Pie IX sont comprises dans la circonscription. En tout, le territoire s'étend donc sur un petit dix kilomètres carré.

## Une population votante

En 2014, 46 596 électeurs ont fait le déplacement pour aller voter. Cette année, près de 49 000 personnes sont attendues aux urnes le 1er octobre.

Il est fort probable qu'une pluralité d'électeurs fera le déplacement cette année encore. En effet, le taux de participation sur le territoire de Crémazie/Maurice-Richard est, depuis 1998, de quelques pourcentages supérieurs à celui de la province.

Dans la majorité des scrutins, les électeurs de la circonscription se sont déplacés

nombreux pour voter. En 2014, 75 % des électeurs inscrits ont exercé ce droit contre 71,4 % dans le reste de la province. En 2012, 76,63 % des électeurs se sont rendus aux urnes contre 74,6 % dans le reste du Québec.

Le taux de participation le plus important remonte à 1998 lors de l'élection de Bernard Landry à la tête du Québec. Il y eut 81,08 % des électeurs qui se sont alors présentés aux urnes pour élire Manon Blanchet comme députée de Crémazie.

De plus, l'élection d'un parti plus qu'un autre ne semble pas dépendre du taux de participation des électeurs de la circonscription. En effet, entre 1998 et 2014, le Parti québécois et le Parti libéral du Québec se sont échangé le pouvoir sans que le taux de participation ait changé de façon importante entre chaque élection.



## Circonscription baromètre

Depuis 1973, Maurice-Richard/Crémazie est presque toujours une circonscription baromètre, ce qui signifie qu'elle représente un bon indicateur pour connaître le gagnant de l'élection provinciale.

En effet, depuis 45 ans, la presque totalité de la députation de la circonscription faisait partie du gouvernement. La seule exception au tableau fut l'élection de Lisette Lapointe. La députée péquiste du mandat 2007-2012 est la seule à avoir été élue sans être membre du gouvernement, depuis 1973. JDV ■

Ce résumé a été réalisé grâce aux données provenant de Québec 125 et du site du Directeur général des élections du Québec (DGEQ).



## MARIE MONTPETIT, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)

Marie Montpetit ne rougit pas devant le bilan de son premier mandat. Élu depuis quatre ans, la députée s'est taillé une place au conseil des ministres en octobre 2017, ce qui ne l'a pas empêchée, dit-elle, de garder le cap sur les préoccupations des électeurs de la circonscription de Maurice-Richard/Crémazie : l'éducation et la qualité de vie des jeunes familles.



Gabriel  
BERNIER

**A**u cours des quatre dernières années, les 15 écoles du quartier, primaires et secondaires, ont été soit rénovées ou agrandies, rappelle la ministre de la Culture. Or, devant le nombre grandissant de familles qui s'installent dans le quartier, il deviendra nécessaire de bâtir une nouvelle école primaire, souligne-t-elle. Elle mentionne le site Louvain, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Christophe-Colomb, comme emplacement de cette possible nouvelle école.

« Comme on veut garder des écoles primaires à des formats humains, c'est intéressant de construire une nouvelle école, au lieu d'agrandir les écoles existantes », explique la députée.

L'état des infrastructures scolaires, notamment dans la région de Montréal, a été pointé du doigt au cours du dernier mandat du gouvernement de Philippe Couillard. Un sondage mené auprès de parents par le mouvement « Je protège mon école publique » en novembre 2016 révélait que 82 % des répondants étaient « plus ou moins », ou « pas du tout », satisfaits de l'état des écoles. Dans Crémazie/Maurice-Richard, Mme Montpetit



assure que « 79,5 millions de dollars en quatre ans ont été investis dans toutes les écoles du quartier », notamment dans l'aménagement de nouveaux gymnases et dans la réparation de systèmes de chauffage.

### Dossiers chauds

Rapidement après les suffrages d'avril 2014, le dossier du parachèvement de l'autoroute 19 s'est imposé dans l'agenda de Mme Montpetit. S'inquiétant du fait que le parachèvement de la 19 causerait une plus grande circulation de transit dans les rues de l'arrondissement, des groupes de citoyens n'ont pas tardé à manifester leur opposition face au projet du gouvernement, et la nouvelle élue en était bien consciente.

« [En 2014], je m'étais assuré que les ministères des Transports et de l'Environnement tiennent leur BAPE [Bureau d'audiences publiques sur l'environnement], ici, à Ahuntsic, pour être à l'écoute des préoccupations des citoyens », indique-t-elle.

En avril dernier, le gouvernement a finalement annoncé ses intentions concernant le prolongement de la 19. « Le prolongement de la 19 comprendra donc : la construction d'une nouvelle chaussée à trois voies, incluant une voie réservée aux autobus, aux véhicules électriques et au covoiturage; de quatre nouveaux échangeurs et le réaménagement d'un échangeur existant (...) »

Quant à l'inquiétude des citoyens qui appréhendent une augmentation du nombre de véhicules faisant leur entrée sur l'île par le pont Papineau, Mme Montpetit se dit « vigilante ».

« Je leur ai toujours dit, depuis 2014, que je suivrai ce projet au fur et à mesure. Et je vais le suivre jusqu'à la dernière pelle-tée de terre », assure-t-elle. La députée affirme que des mesures ont été prises pour « minimiser le nombre de véhicules qui vont entrer sur le territoire », comme l'intégration de voies réservées pour le transport en commun et 700 places de stationnement incitatif à l'intersection des autoroutes 19 et 640.

### Patrimoine à conserver

À celui de l'autoroute 19 s'est ajouté le dossier site du Fort-Lorette. En 2017, le ministère de la Culture a procédé à l'intention de classement du site, qui empêchait le promoteur immobilier Rizzo d'y ériger des tours d'habitation. Il était alors primordial, explique Mme Montpetit, « d'agir avec célérité » dès l'achat du terrain de la Congrégation des Sœurs de la Miséricorde.

« On savait que c'était un territoire qui pouvait être patrimonial, rappelle-t-elle. [À l'époque], j'ai tout de suite interpellé le ministre de la Culture », soutient Mme Montpetit.

En mai dernier, la Ville de Montréal a procédé à l'achat du site du Fort-Lorette au coût de 5,7 millions de dollars. Questionnée à savoir si les gouvernements du Québec et du Canada pourraient fournir des fonds destinés à la mise en valeur du site – bien qu'ils n'aient pas participé à l'achat du terrain –, la ministre de la Culture se

veut méthodique. Le financement des deux paliers de gouvernement dépendra des vestiges trouvés au cours de la deuxième phase de fouilles, indique-t-elle.

« Il faut définir un projet pour mettre en valeur ce terrain [...] en fonction de ce qui sera trouvé », résume la ministre, ajoutant qu'il est « prématuré pour le moment » de statuer sur la forme finale que prendra le site du Fort-Lorette.

Le 8 août dernier, la ministre Montpetit a d'ailleurs conclu une entente de 153 millions de dollars portant sur le développement culturel avec la Ville de Montréal. De cette enveloppe, près de 41 millions de dollars seront consacrés à la préservation des sites patrimoniaux.

### À la recherche de médecins

Marie Montpetit se réjouit de l'arrivée de sept médecins généralistes qui œuvreront à la clinique du 241, rue Fleury Ouest. Cette dernière deviendra un Groupe de médecine familiale (GMF) lorsqu'elle pourra assurer tous les services, une fois les sept praticiens en poste. La députée ne cache cependant pas son désir d'attirer plus de médecins de famille dans la circonscription si elle est réélue.

Quant à la tendance de la mutation de certains services du CLSC d'Ahuntsic à celui de Montréal-Nord, Mme Montpetit se rabat sur la polyvalence des GMF. « L'idée, quand un citoyen se déplace [pour recevoir des soins], c'est qu'il ait accès à un ensemble de services, et que le travailleur social soit dans le même endroit que le médecin de famille. Ça permet de meilleurs suivis », explique-t-elle.

Marie Montpetit se dit « confiante » au départ de la prochaine campagne électorale dans la circonscription nouvellement nommée Maurice-Richard. « J'ai fait des gains importants pour le quartier », conclut celle qui dit pratiquer une politique de proximité, à l'image des électeurs de la circonscription. JDV ■

### Oyez! Oyez!

Pour votre information, l'ordre de présentation des candidats dans notre cahier spécial a été choisi au hasard lors d'un tirage effectué par le bureau de Jacques Armand, c.a., en présence de l'éditeur de ce cahier spécial, Joran Collet et de l'éditeur du *journaldesvoisins.com*, Philippe Rachiele.

# MANON GAUTHIER, COALITION AVENIR QUÉBEC (CAQ)



Alain  
MARTINEAU

Après une arrivée « mouvementée » comme candidate de la Coalition Avenir Québec (CAQ) dans la circonscription Maurice-Richard, Manon Gauthier, peu connue du grand public, compte maintenant mettre les bouchées doubles d'ici le 1er octobre pour attirer le vote des électeurs et déloger la députée-ministre sortante Marie Montpetit.

Manon Gauthier côtoie le monde politique depuis nombre d'années. Celle qui a été responsable du dossier de la Culture au comité exécutif de la Ville de Montréal, sous l'administration Coderre, a la métropole québécoise tatouée sur le cœur. Son expérience professionnelle, l'a aussi amenée à toucher à la politique « de l'intérieur ».

« La dernière décennie a été marquée, dit-elle, par une bonne dose de cynisme et d'immobilisme. J'avais accepté de rejoindre Denis Coderre, animée par cette conviction qu'il fallait changer la culture politique », a-t-elle plaidé.

Plus récemment, lorsqu'il la recrute comme candidate, le leader de la CAQ lui a suggéré une candidature ici dans Maurice-Richard, qui englobe une grosse partie d'Ahuntsic. « C'est le premier quartier qui m'a accueillie, a tenu à dire la candidate qui est née en Mauricie. J'ai fait mes études collégiales au Cégep Ahuntsic. J'ai plusieurs amis ici et je viens souvent sur Fleury. C'est donc un retour dans mon quartier d'accueil qui a beaucoup changé », souligne la candidate.

## Transport

Concernant le controversé prolongement de l'autoroute 19, Manon Gauthier avait une réponse toute prête. « Il faut s'assurer que les enjeux de mobilité sont abordés. La CAQ a un plan de décongestion [mais] il faut préserver la vie de quartier. Il est hors de question d'accroître l'afflux d'autos. Oui, la fluidité de la circulation est un enjeu, mais pas au détriment des gens du quartier », a plaidé la candidate.

Mme Gauthier souhaiterait un transport actif mis en valeur avec plus de pistes cyclables, des voies réservées plus nombreuses et la valorisation du covoiturage. « On ne peut pas parler de mobilité sans parler de mixité [des moyens] », souligne la candidate. Elle mise aussi sur un transport collectif plus important et plus efficace pour fluidifier la circulation.



La CAQ prévoit notamment un investissement de dix milliards jusqu'en 2030 pour décongestionner Montréal. Cela servirait aussi à la remise à niveau des routes, à l'électrification des transports et à l'implantation de la technologie pour mieux organiser la circulation.

« Je pense qu'on peut mieux tirer profit des technologies pour gérer les problèmes de congestion », soutient Mme Gauthier qui souhaite que tous les acteurs participent pour trouver une solution adaptée. « Il faut arrêter les doublons », souligne-t-elle, tout en précisant qu'il faut mettre de l'avant la qualité de vie des résidents dans les prises de décisions.

## Éducation

La CAQ souhaiterait, au cours de son mandat, diminuer la taxe scolaire de 41% ; la Coalition est d'ailleurs la seule à soutenir cette position. Le manque de locaux et la vétusté des lieux étaient prévisibles, selon la candidate. Cela nécessite que tous les acteurs se parlent. Mme Gauthier est ferme : il faut une meilleure panification en éducation. « Il faut mettre fin à l'époque du travail en silo », souligne-t-elle.

« Il faut regarder les conditions d'acquisition des terrains et organiser à l'avance les besoins, affirme Manon Gauthier, en réservant des terrains pour l'installation d'écoles. Elle souhaiterait travailler en concordance avec les différents acteurs

concernés afin d'identifier les mesures qui s'imposent, plutôt que d'être mise devant les faits accomplis. « Je pense qu'il faut planifier l'aménagement du territoire en fonction [des besoins], souligne Mme Gauthier.

Elle reproche aussi l'habituelle coupe que l'on fait dans les sorties culturelles et activités parascolaires. Selon elle, ces activités contribuent à l'évolution des enfants tout au long de leur parcours scolaire. Mme Gauthier mise aussi sur des bibliothèques de qualité au sein des établissements scolaires. Même si elle admet que l'on va vers une amélioration, elle soutient qu'il faut déjà se pencher sur le dossier pour s'assurer de ne pas être une nouvelle fois au pied du mur.

## Santé

Mme Gauthier se désolé de la mauvaise gestion du portefeuille relatif à la santé au cours des dernières années. Si elle est élue, Mme Gauthier soutient que les infrastructures médicales ne seront pas démenagées en dehors de la circonscription. Au contraire, pour elle, il est primordial d'augmenter les services de proximité et à domicile afin de permettre aux résidents de demeurer dans leur foyer et dans le quartier qu'ils ont choisi, le plus longtemps possible. « Je sens une inquiétude profonde, surtout chez les aînés, quant à l'accessibilité aux soins de santé », souligne la candidate.

La candidate soutient toutefois qu'il ne faut pas juste voir le dossier de la santé simplement sous l'angle économique. Selon Mme Gauthier, la santé de la population passe par une bonne qualité de vie à travers l'art, la culture, la vie de quartier, des activités sportives, mais surtout le combat contre l'isolement social des personnes âgées. « Il ne faut pas minimiser l'importance de la qualité de vie sur la santé », souligne la candidate de la CAQ.

## Patrimoine

Le patrimoine est un dossier qui ne lui est pas étranger. En tant que responsable de la culture au précédent comité exécutif de

la Ville de Montréal, elle l'a souvent abordé, à Montréal, et dans la circonscription.

« Relativement à l'ensemble du Sault-au-Récollet, notamment le site de Fort-Lorette. J'ai eu le privilège d'œuvrer au dossier dans le cadre de mes fonctions de responsable du patrimoine au comité exécutif de la Ville de Montréal », a-t-elle précisé au [journaldesvoisins.com](http://journaldesvoisins.com).

Elle souligne toutefois que plusieurs résidents lui font part de leurs préoccupations par rapport aux autres lieux de patrimoine comme les ruines des moulins.

Mme Gauthier déplore notamment le manque d'entretien du patrimoine privé et public qui conduit parfois à la perte de certains sites. Encore une fois, la candidate mise sur une adéquation entre les différents acteurs pour assurer la survie du patrimoine montréalais.

La CAQ souhaite aussi contribuer à créer le patrimoine de demain en suivant l'une des recommandations présentées par l'Ordre des architectes visant à la création d'un groupe de travail. Ce dernier serait responsable d'établir les critères architecturaux auxquels souhaite aspirer le Québec.

« Souvent, précise-t-elle, quand on parle de patrimoine, on oublie les gestes que l'on pose maintenant », souligne la candidate qui souhaite ainsi exiger une politique nationale de l'architecture. Cette politique permettrait de mieux planifier l'aménagement du territoire, mais aussi de mettre en place les conditions qui vont changer les réflexes de protection et de mise en valeur du patrimoine dès aujourd'hui.

Chose certaine, Manon Gauthier souhaite une campagne propre. « Pas question de dénigrement », dit celle qui est bardée de distinctions, dont celle du Prix des 100 femmes les plus influentes au Canada en 2010, décerné par le Réseau des femmes exécutives. JDV ■

Avec la collaboration de Joran Collet.

# RAPHAËL REBELO, QUÉBEC SOLIDAIRE (QS)

Le porte-parole de l'association de Québec solidaire dans Maurice-Richard, Raphaël Rebelo, sera le candidat du parti en vue des élections du 1er octobre. Journaldesvoisins.com a invité le candidat à se présenter ainsi qu'à faire part aux lecteurs du jdv des propositions de Québec solidaire pour la circonscription.



Jules  
COUTURIER

**D**octorant en physique mathématique, Raphaël Rebelo s'est engagé il y a huit ans au sein de Québec solidaire. Il travaillait alors à son doctorat et commençait à enseigner les mathématiques au Collège Ahuntsic.

En 2015, une fois son doctorat terminé, M. Rebelo prend le poste de porte-parole de Québec solidaire dans la circonscription de Crémazie devenue depuis Maurice-Richard.

D'origine portugaise, souverainiste, intéressé par les grands enjeux de société, fils d'artistes, entouré de beaux-parents ayant milité dans des groupes d'extrême gauche dans les années 1970, ce père de deux enfants en bas âge affirme n'avoir jamais connu d'association plus démocratique que Québec solidaire.

C'est notamment cette dimension qui l'a séduit et incité à s'engager davantage.

## Santé

S'il est élu, Raphaël Rebelo prônera un service de santé accessible. Il faut, selon lui ramener les services au CSLC, les refinancer et favoriser la gestion locale et collégiale.

« Bref, exactement l'inverse des CISSS et CIUSSS des Libéraux », ajoute-t-il.

Il est important pour lui de favoriser les services de proximité et de changer la logique de centralisation qui a régné au cours des dernières années.

« Il faut accepter que les services publics de qualité coûtent cher et aller chercher de l'argent là où il y en a, en luttant contre l'évasion fiscale et en imposant davantage les plus fortunés. C'est toute une philosophie à changer », poursuit M. Rebelo.



Ce dernier croit aussi que la rémunération des médecins prend trop de place dans le budget de la santé.

« Il faudrait geler les augmentations salariales pour les prochaines années et peut-être même les réduire », affirme le candidat.

## Éducation

M. Rebelo estime incontournable de construire de nouveaux locaux dans les écoles de la circonscription puisque les classes débordent.

« On ne peut pas laisser des enfants à la maison sans avoir d'école où aller! », s'indigne-t-il.

Plus d'une centaine d'enfants de nouveaux arrivants n'ont pas d'école dans le quartier.

« C'est le devoir de l'État de leur trouver une place », poursuit-il.

Le politicien évoque la possibilité de construire une école primaire sur le site

Louvain et espère voir ce projet se développer.

Il faut aussi selon lui rénover les écoles existantes; celles d'Ahuntsic-Cartierville ont le plus haut indice de vétusté à Montréal. Il suggère également de diminuer le ratio professeurs/élèves.

« C'est la meilleure solution pour améliorer le bien-être des enfants et des professeurs », précise-t-il.

Enfin, à l'instar de son parti, Raphaël Rebelo réclame la gratuité scolaire, depuis les CPE jusqu'à l'université.

## Transport actif et collectif

En ce qui a trait aux transports et à la congestion routière, la solution de Raphaël Rebelo est simple : le transport actif et collectif.

Élargir les rues est pour lui inefficace et absolument catastrophique d'un point de vue écologique. Il ne croit pas non plus à la pertinence de prolonger l'autoroute 19. Il a d'ailleurs participé à la mobilisation contre ce prolongement. Il privilégie plutôt une voie réservée aux autobus sur cette autoroute et une piste cyclable pour traverser le pont Papineau-Leblanc.

« Pour que les gens utilisent les autobus, ce mode de transport doit devenir agréable. Il est impératif de développer des transports en commun réfléchis qui permettent des transferts rapides et efficaces », dit-il.

Québec solidaire s'engage à diminuer, dès la première année, les frais de transport en commun de 50 % et à atteindre la gratuité sur 10 ans. Le parti appuie également le projet de ligne rose de Valérie Plante qui serait un bon moyen de désengorger la ligne orange », souligne le candidat.

## Patrimoine

Raphaël Rebelo participe à toutes les activités visant la préservation du patrimoine dans le quartier. Il milite pour l'accès aux berges, notamment pour faciliter l'utilisation des petites embarcations.

La revalorisation des berges mettrait en valeur les sites historiques en bordure de la rivière des Prairies. Enfin, il souhaiterait aussi redonner du lustre à l'école Sophie-Barat.

« C'est la plus vieille école secondaire de l'île de Montréal. C'est triste de la voir délaissée. Il faudrait en prendre davantage soin », affirme le jeune politicien.

## Une campagne d'envergure

Une lutte à quatre se dessine dans le quartier pour les prochaines élections. C'est très serré, mais Raphaël Rebelo est confiant.

« Cette année, on a une véritable chance. Pour la première fois, on va utiliser tout l'argent permis par le Directeur général des élections pour la campagne. Ce sera en quelque sorte notre première vraie campagne complète à égalité avec les autres partis et je pense que ça fera une grosse différence » affirme M. Rebelo

« Les gens veulent une alternative du style de Québec solidaire, mais ils votent souvent de façon stratégique. Et justement, dans le quartier, ça devient stratégique de voter QS. Il n'y a plus de raison de ne pas voter pour nous », ajoute-t-il.

En attendant le 1er octobre, Raphaël Rebelo continue de s'engager à fond dans sa campagne et espère que son optimisme portera ses fruits. **JDV**

# FRÉDÉRIC LAPOINTE, PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)



Joran  
COLLET

**Frédéric Lapointe, le candidat du Parti Québécois dans Maurice-Richard, entend bien contribuer à redonner du lustre aux services publics s'il est élu. Journaldesvoisins.com l'a rencontré chez lui pour en apprendre davantage sur sa candidature.**

**F**rédéric Lapointe a grandi à Rouyn-Noranda, mais demeure dans le district d'Ahuntsic depuis plus de 10 ans.

Il flirte avec la politique depuis un moment, notamment comme candidat du Parti Québécois dans Acadie, mais aussi, pendant huit ans, comme président fondateur de la Ligue d'action civique, un organisme axé sur la mise en lumière de la corruption en politique.

M. Lapointe met aujourd'hui sur pause son travail de professeur à l'Université de Montréal pour répondre à l'appel politique. Un choix qu'il s'explique facilement.

« Les services de l'État sont menacés [...]. On ne peut pas rester les bras croisés », affirme Frédéric Lapointe qui estime maintenant qu'il faut rendre aux citoyens les services publics qu'ils méritent.

Pour le candidat, la période d'austérité imposée par le Parti libéral du Québec était excessive.

« Il n'était pas nécessaire de réduire à peu de chagrin le rôle de l'État face à ses missions fondamentales », souligne-t-il.

## Santé en santé

L'un de ces chevaux de bataille sera la santé. Le candidat critique notamment la concentration démesurée du pouvoir entre les mains des médecins et l'ingérence considérable et intéressée de Gaétan Barrette [NDLR : ministre sortant de la Santé et des Services sociaux] dans la prise de décision, qui ne laisse rien à l'initiative du gestionnaire et du personnel de soutien sur le terrain.

L'affaiblissement des CHSLD constitue un élément de frustration. Pour le candidat Lapointe, la qualité des soins de longue durée ne s'est pas améliorée, mais l'imputabilité publique du système de santé s'efface tranquillement au profit d'entrepreneurs privés, lesquels exploitent l'assainissement



du service à leur avantage en mettant de côté la qualité du service et des soins. « On a de plus en plus recours [...] aux ressources intermédiaires [...] des entrepreneurs subventionnés par l'État [...] C'est de la privatisation du système de santé, » soutient-il.

Il travaillera aussi au maintien à domicile des résidents âgés, notamment par l'augmentation de l'offre des services à domicile. Une réalité qui touche la circonscription Maurice-Richard dont la population est vieillissante.

## Éducation sans embûche

Pour Frédéric Lapointe, le règne libéral en éducation est marqué par une confrontation avec les différents acteurs.

« Pour le moment, ils font du rattrapage », souligne M. Lapointe.

Il souhaite un système d'éducation stable sans que le gouvernement menace les commissions scolaires de réorganisation ou d'abolition. Selon lui, il faut stabiliser l'éducation avec un budget fixe et maintenir la taxe scolaire.

« Ce n'est pas très populaire de dire aux gens qu'on va maintenir les impôts à leur niveau, mais pour avoir des écoles qui ont

de l'allure, il faut que l'État ait ces revenus », précise-t-il.

Selon lui, les besoins ne se situent pas tant dans une réforme de l'éducation ou dans des augmentations salariales, mais dans la nécessité de laisser les professeurs et le personnel de soutien travailler en paix et avec les ressources nécessaires.

« Quant au manque de place, il faut de nouvelles écoles », soutient le candidat, qui ne met pas de côté l'option de faire l'achat d'écoles de la commission scolaire anglophone, si l'occasion se présente.

Il envisage également la possibilité de constituer des réserves foncières de terrains pour y construire des écoles. Le ministère des Transports dispose de ce pouvoir et la CSDM devrait aussi en bénéficier, dit-il.

## Patrimoine à défendre

Sur le thème du patrimoine, M. Lapointe reconnaît le travail effectué par Marie Montpetit dans le dossier du Fort-Lorette.

Le candidat souhaite que d'autres lieux de mémoire de l'histoire de la circonscription Maurice-Richard soient revalorisés, qu'ils redeviennent des lieux de fierté. Il note notamment les berges, « fleuron » de l'histoire de la circonscription.

Selon lui, le gouvernement devrait protéger le patrimoine bâti de la Ville, dont le patrimoine religieux.

« Je pense que le gouvernement pourrait être plus actif pour retrouver un usage collectif aux différents bâtiments religieux d'intérêt », souligne-t-il.

D'autres dossiers l'intéressent, dont celui de l'école Sophie-Barat, la protection du mur et la revalorisation des ruines de l'externat.

« On va avoir l'argent pour le faire parce que, contrairement aux autres partis, on ne promet pas de réduire les revenus de l'État », poursuit-il.

Concernant le site des moulins, il ne met pas de côté la possibilité de sauver ce patrimoine en endossant la responsabilité des lieux.

« Si pour préserver le lieu, il faut qu'il change de statut. Ce genre de chose se discute », souligne-t-il.

## Transport

Pour Frédéric Lapointe, le prolongement de l'autoroute 19 jusqu'à Bois-des-Filion n'est pas en soi une mauvaise chose.

« L'agrandissement [...] est conditionnel à l'instauration d'un service rapide par autobus avec voies réservées [...] L'objectif est aussi de réduire le nombre de voitures », maintient-il.

Pour le candidat, il est clair que l'étude du dossier de la circulation à Montréal ne devrait pas se limiter à l'île, elle nécessite une analyse complète de la circulation dans la métropole.

« Il faut un grand déblocage », souligne le candidat, traitant du plan développé par le Parti Québécois pour résoudre la congestion dans la métropole.

Selon lui, les solutions au problème de congestion passent aussi par une augmentation de la fréquence et de la qualité du transport en commun, bus ou métro, ce qui contribuera au retrait des voitures du réseau routier.

Il s'oppose toutefois au REM, un projet qui « rançonnera » selon lui les différentes sociétés de transport. « La Caisse de dépôt est certaine de ne pas perdre d'argent [...], car si des paramètres lui sont défavorables, il lui sera possible de rançonner davantage les sociétés de transports », soutient M. Lapointe.

En attendant le 1er octobre, Frédéric Lapointe multiplie les rencontres citoyennes afin de convaincre la population de voter en sa faveur. JDV■

## GILLES FOURNELLE, PARTI VERT

**Participer concrètement : c'est le pari que s'était donné Gilles Fournelle, candidat pour le Parti Vert du Québec dans la circonscription Maurice-Richard. De l'éducation au transport en passant par la santé, voici ce que le candidat et son parti s'engagent à faire pour la circonscription.**



Gabrielle  
Morin-Lefebvre

**P**our Gilles Fournelle, un père de famille, résidant depuis près de 45 ans dans Ahuntsic, le Parti Vert était un choix « naturel ».

En dressant, avec son fils une liste des façons de participer dans sa circonscription, l'ex-enseignant en réadaptation scolaire décide d'abord de soutenir le Parti Vert en tant que bénévole, puis, en tant que candidat.

« C'est rare en politique qu'un candidat se présente dans une circonscription dans laquelle il habite, pense l'homme de 45 ans. Je ne voulais pas représenter le parti ailleurs, car ça n'avait pas de sens pour moi ».

Fondé en 1984, le Parti Vert du Québec, aujourd'hui dirigé par Alex Tyrell, se distingue par une plateforme très axée sur l'environnement, le développement durable, l'égalité sociale et l'écologie.

C'est vraiment un parti écosocialiste, qui se consacre au respect de l'environnement, mais aussi de l'être humain», explique Gilles Fournelle, sensible aux



*« Il y a 100 autres alternatives avant d'ajouter des voies d'autoroute. Ça va contre notre philosophie. »*

valeurs du parti. « Les politiques sont toujours [envisagées] dans la bienveillance et le respect de l'individu et de son environnement », précise-t-il.

### Éducation, santé

Concernant les travaux et les rénovations des écoles du territoire, le candidat à la députation de Maurice-Richard endosse la politique du parti visant l'embauche d'une firme externe qui s'occuperait de l'inspection et de l'organisation des travaux.

« Parfois la commission scolaire cache pendant des années des problèmes au niveau de l'air ou de l'insalubrité et ils y vont par priorité », souligne celui qui a enseigné en adaptation scolaire pendant 10 ans.

Gilles Fournelle affirme avoir été témoin du manque de places dans les écoles de la CSDM. « Évidemment, quand on sature les écoles, les ratios ne sont pas respectés. J'ai été payé en surplus parce que mes

ratios n'étaient pas respectés », affirme le candidat.

Actuellement, dans les écoles, dit-il, le ratio est d'un enseignant pour 30 élèves; le Parti Vert souhaite le réduire à un enseignant pour 20 élèves dans le but de désengorger les classes.

En santé, le candidat s'engage à étendre l'horaire d'ouverture des CLSC, et à rajouter des cliniques sans rendez-vous.

« Les CLSC doivent être ouverts 24 h, c'est un service complémentaire aux hôpitaux et qui doit être accessible à la population. Ce n'est pas vrai que tout le monde peut suivre l'horaire du 8 h à 16 h », dit-il.

Sujet important, le déménagement du CLSC Ahuntsic au CLSC de Montréal-Nord de la Clinique des jeunes, anciennement située près de l'école Sophie-Barat.

Familier avec ce type de situation, l'ex-enseignant déplore notamment le peu d'accès aux infirmières dans les écoles secondaires, puisque celles-ci ne s'y déplacent plus qu'une journée par semaine.

« Quand il y avait plus de disponibilité dans le CLSC, ça faisait en sorte que les infirmières pouvaient se déplacer dans les écoles et offrir leur service. Là, elles peinent à subvenir aux besoins à même l'établissement », déplore M. Fournelle.

### Transport collectif et patrimoine

Gilles Fournelle se dit à l'écoute des demandes des citoyens en matière de transport, notamment d'un autobus sur la rue Fleury d'est en ouest, et sur le dossier du pont Papineau-Leblanc.

« Le pont Papineau-Leblanc dans Ahuntsic, c'est un réel problème, indique-t-il. Je sais qu'Ahuntsic fait partie des quartiers où l'on va limiter la circulation à

30 km/h. Mais ça ne va pas nécessairement désengorger les routes », poursuit-il.

Selon lui, la solution passerait avant tout par une refonte du transport collectif.

« On vise un système entièrement sans privatisation et que l'ensemble des transports en commun soit sous l'entité nationale. Évidemment, il faudrait privilégier l'accès à d'autres stations de métro, plus d'autobus, plus de trains de banlieue », affirme le candidat.

Pour ce qui est du rallongement de la 19, ce n'est pas dans ses projets. Il préférerait d'autres alternatives, comme un train à grande vitesse entre les villes. « Il y a 100 autres alternatives avant d'ajouter des voies d'autoroute. Ça va contre notre philosophie », précise-t-il.

Toujours dans le domaine du transport, le Parti Vert du Québec propose notamment un investissement de 250 \$ millions par année pour le développement d'infrastructures cyclables et piétonnières à travers le Québec.

Dans le dossier du patrimoine, M. Fournelle s'engage à donner plus de pouvoir de décision à l'arrondissement, notamment dans le dossier du Fort-Lorette.

« Avec le Fort-Lorette et le site des moulins, ce qui bloque ce n'est pas tant l'argent, mais à quel point il est compliqué de faire reconnaître un site », constate Gilles Fournelle. « Nos deux priorités sont d'investir de l'argent et de démocratiser cette reconnaissance-là », poursuit-il.

« On a un héritage très amérindien, dit-il, par ailleurs. On a plusieurs sites, dont le Fort Lorette et le Sault-au-Récollet, qui étaient des endroits assez essentiels dans l'histoire », poursuit Gilles Fournelle. « C'est sûr que ça m'interpelle. Je ne sais pas dans quelle mesure je vais m'impliquer, mais je suis à l'écoute et je travaille là-dessus », conclut le candidat. JDV ■

### Oyez! Oyez!

Pour votre information, dans cette édition spéciale nous avons interviewé les candidats déclarés à la mi-août.

D'autres candidats ont pu ou peuvent encore s'ajouter aux cinq présentés dans cette édition spéciale.

Suivez-nous sur le Web au [www.journaldesvoisins.com](http://www.journaldesvoisins.com)